



Assemblée générale

Distr. générale
7 juillet 1998
Français
Original: anglais/arabe/
chinois/espagnol/russe

Cinquante-troisième session

Point 72 m) de la liste préliminaire*

Désarmement général et complet : armes légères et de petit calibre

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	2
II. Réponses reçues des gouvernements		2
Biélorus		2
Canada		2
Chine		3
Colombie		5
Côte d'Ivoire		7
États-Unis d'Amérique		8
Fédération de Russie		9
Israël		10
Jordanie		11
Nouvelle-Zélande		13
Pologne		13
République de Corée		13
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies membres de l'Union européenne		14
Saint-Marin		16
Singapour		16
Turquie		17

* A/53/50.

I. Introduction

1. Le 9 décembre 1997, l'Assemblée générale a adopté la résolution 52/38 J, intitulée «Armes légères et de petit calibre», au paragraphe 4 de laquelle le Secrétaire général était prié de demander aux États Membres de présenter leurs observations sur son rapport sur les armes légères et de petit calibre (A/52/298) et sur les mesures qu'ils auraient prises pour en appliquer les recommandations, et en particulier de solliciter leurs vues sur la recommandation relative à la tenue d'une conférence internationale sur toutes les formes de commerce illicite des armes, en temps voulu, afin que l'Assemblée générale les examine à sa cinquante-troisième session.

2. À la suite de la demande formulée au paragraphe 4 de la résolution, une note verbale a été envoyée le 15 avril 1998 à tous les États Membres, les invitant à fournir des informations sur la question. À ce jour, des réponses ont été conçues du Bélarus, du Canada, de la Chine, de la Colombie, de la Côte d'Ivoire, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, d'Israël, de la Jordanie, de la Nouvelle-Zélande, de la Pologne, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'ONU membres de l'Union européenne), de Saint-Marin, de Singapour et de la Turquie.

3. On trouvera à la section II ci-après les réponses de ces pays. Toutes celles qui seraient reçues ultérieurement d'autres États Membres seront présentées sous forme d'additifs au présent rapport.

II. Réponses reçues des gouvernements

Bélarus

[Original : anglais]
[13 mai 1998]

Le Gouvernement de la République du Bélarus se conforme rigoureusement aux principes internationaux de non-prolifération et de contrôle des exportations et assume pleinement les obligations qui sont les siennes dans le domaine de l'exportation des armes classiques et des technologies de pointe. Le Président de la République du Bélarus, M. A. Lukashenka, a signé la loi sur le contrôle des exportations le 6 janvier 1998. Le Gouvernement de la République du Bélarus compte rapidement prendre d'autres mesures pour mettre en place un système national de contrôle des exportations.

La République du Bélarus porte le plus grand intérêt au développement de la coopération internationale dans le domaine susvisé. À cet égard, elle se déclare favorable à la tenue d'une conférence internationale sur toutes les formes de commerce illicite des armes.

Canada

[Original : anglais]
[20 mai 1998]

1. Se référant au paragraphe 4 de la résolution 52/38 J, le Gouvernement canadien présente au Secrétaire général ses observations sur le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux

sur les armes légères et de petit calibre et sur les mesures qui ont été prises pour en appliquer les recommandations.

2. Le Canada figure parmi les pays dont un expert a participé aux travaux du Groupe. Il approuve le rapport du Groupe dont il félicite les experts, le Président et le secrétariat pour la qualité et la pertinence du rapport. De l'avis du Canada, ce rapport contient des recommandations qui constituent une excellente base pour engager une action internationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre.

3. Le Canada chargera de nouveau un expert de participer à la prochaine série de délibérations du Groupe qui débutera le 26 mai 1998.

4. Depuis la présentation du rapport en août 1997, à plusieurs reprises et devant différentes instances, le Canada s'est déclaré préoccupé par la prolifération des armes légères et de petit calibre et les transferts incontrôlés de ces armes. Il est convaincu que la présence et l'usage de ces armes, en particulier dans les zones de conflit et de tension, ont de graves répercussions sur la paix et la sécurité internationales ainsi que sur la sécurité intérieure des États, sans compter les souffrances humaines. Étant donné la complexité du problème et ses aspects pluridimensionnels, il faut lancer des initiatives régionales et internationales cohérentes et complémentaires pour y faire face. À cette fin, le Canada, de concert avec les gouvernements d'autres pays animés du même esprit et des organisations non gouvernementales, étudie les différentes lignes d'action qui pourraient être envisagées.

5. Eu égard à l'alinéa m) de la recommandation figurant au paragraphe 80 du rapport, où le Groupe d'experts demande à l'Organisation des Nations Unies d'étudier sous tous ses aspects le problème des munitions et explosifs, le Ministère des affaires étrangères et du commerce international a publié en avril 1998, une étude intitulée : «Rôle du contrôle des munitions dans la lutte contre les accumulations excessives et déstabilisatrices d'armes légères et de petit calibre». Cette étude a été menée par le représentant du Canada au sein du Groupe dans le cadre du Programme canadien de recherche et de vérification. Si les vues qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles du Gouvernement canadien, l'étude contribue néanmoins, à notre avis, à faire mieux comprendre l'aspect traité de la question.

6. Le Canada approuve l'alinéa k) de la même recommandation dans laquelle le Groupe d'experts invite l'Organisation des Nations Unies à envisager la tenue d'une conférence internationale sur toutes les formes de commerce illicite d'armes. Il reconnaît la nécessité d'appeler l'attention de la communauté internationale sur le commerce illicite des armes et estime qu'il convient de prêter également attention, éventuellement dans le cadre de conférences internationales, aux transferts commerciaux licites d'armes légères et de petit calibre et à l'assistance à apporter à la société civile en vue d'assurer la sécurité dans les régions sortant d'un conflit grâce à la réduction des accumulations excessives et des stocks excédentaires d'armes légères et de petit calibre.

Chine

[Original : anglais et chinois]
[22 mai 1998]

La Chine souscrit en principe à l'analyse des causes des troubles régionaux, notamment l'accumulation excessive et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre, que le Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre a présentée dans son rapport en 1997. La méthode d'analyse utilisée est dans l'ensemble objective et équilibrée.

De l'avis du Gouvernement chinois, en raison de leur nature complexe, les causes des troubles et des conflits régionaux sont multiples, allant des facteurs politiques, économiques et sociaux jusqu'aux contestations territoriales et aux différends religieux. En soi, l'accumulation d'armes légères et de petit calibre n'est pas cause de conflits. Aussi, pour lutter contre le problème que posent leur accumulation excessive et le trafic illicite auquel elles donnent lieu, est-il souhaitable d'agir à la fois sur les symptômes et sur les causes profondes, et surtout sur les secondes. En attendant, le Gouvernement chinois a également pris acte du fait que dans son rapport, le Groupe d'experts reconnaît à tous les pays le droit de posséder des armes légères et de petit calibre et celui d'en faire le commerce.

La Chine pense également que l'accumulation excessive et le trafic illicite de ces armes peuvent contribuer à exacerber la situation dans les zones de tension, à provoquer l'escalade des conflits, à favoriser le terrorisme et le trafic des drogues, et ainsi faire obstacle au développement économique et social des régions touchées, les répercussions étant les pires dans les pays en développement en conflit. La Chine comprend l'aspiration à la paix et au développement des pays et des régions en proie aux conflits et aux troubles et encourage vivement la communauté internationale à prendre les mesures appropriées pour faire face aux problèmes liés à l'accumulation excessive et au trafic illicite des armes légères et de petit calibre.

À propos de la section V du rapport :

a) La Chine approuve les recommandations tendant à demander aux pays et aux organisations régionales de renforcer leur législation et d'intensifier la coopération dans la lutte contre le trafic illicite des armes légères et de petit calibre. Elle est également d'avis que ces recommandations pourraient être plus détaillées;

b) La Chine juge important que les opérations de maintien de la paix ou la lutte contre l'accumulation excessive d'armes légères et de petit calibre après un conflit soient menées dans le respect de la souveraineté des États et ne servent pas de prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures de pays en proie aux troubles;

c) La Chine exprime des réserves quant à l'idée d'appliquer l'expérience faite au Mali à tous les autres pays et régions. À son avis, l'expérience d'un pays mérite certainement d'être prise en compte par d'autres, mais il risque de ne pas être judicieux de la renouveler, car les opérations doivent être adaptées aux situations concrètes et aux conditions particulières des différentes régions dans lesquelles elles sont menées;

d) Dans la recherche d'une solution au problème des armes légères et de petit calibre, la Chine estime que l'Organisation des Nations Unies doit essentiellement jouer le rôle de conseillère et coordinatrice. S'il se révélait nécessaire de prendre des mesures concrètes pour régler certaines questions, l'Organisation devrait agir avec prudence en se conformant strictement au mandat que le Conseil de sécurité lui aura confié et en ayant pour principe de respecter les accords conclus volontairement par les parties concernées, y compris les organisations régionales.

Colombie

[Original : espagnol]
[13 mai 1998]

Recommandations du Gouvernement colombien au sujet de la tenue d'une conférence internationale sur le commerce illicite d'armes

Le Gouvernement colombien attache la plus grande importance à celle des recommandations contenues dans le rapport qui porte sur la tenue éventuelle d'une conférence des Nations Unies sur la recherche de solutions au problème du trafic illicite d'armes légères et de petit calibre à l'échelle mondiale.

Après avoir examiné cette question pendant plusieurs années, on s'accorde à reconnaître aujourd'hui que le trafic illicite des armes légères et de petit calibre et leur usage délictueux posent un problème aux graves conséquences pour de nombreux États Membres des Nations Unies : élévation des niveaux de violence et de criminalité, insécurité parmi les populations civiles et renforcement des réseaux transnationaux de crime organisé. Outre la série de résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question, différentes initiatives régionales et internationales ont été prises pour faire face au trafic illicite d'armes :

- Le rapport du Secrétaire général sur les moyens de promouvoir la transparence dans les transferts internationaux d'armes classiques, établi par un groupe d'experts gouvernementaux et adopté par l'Assemblée générale en 1991, comporte un chapitre et plusieurs recommandations sur les moyens d'enrayer le trafic illicite d'armes;
- Les directives relatives aux transferts internationaux d'armes dans le contexte de la résolution 46/36 H de l'Assemblée générale, qui ont été adoptées par la Commission du désarmement et l'Assemblée générale en 1996, traitent pour l'essentiel du trafic illicite d'armes;
- L'initiative prise par le Mali pour récupérer les armes légères et de petit calibre qui circulaient illégalement dans les États en crise de la sous-région sahélo-saharienne;
- L'étude internationale de l'Organisation des Nations Unies sur la réglementation des armes à feu et les mesures complémentaires, qui a été présentée à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa sixième session;
- Les séminaires régionaux sur la réglementation des armes à feu tenus en Afrique, en Amérique, en Asie et en Europe de septembre 1997 à janvier 1998, en application des résolutions 1996/28 et 1997/28 du Conseil économique et social;
- La Convention interaméricaine sur la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et autres matériels apparentés, adoptée par l'Organisation des États américains en 1997;
- Les règles de procédure type pour la réglementation du trafic illicite des armes à feu, de leurs pièces, composants et munitions, adoptées en 1997 par la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues sous les auspices de l'Organisation des États américains;
- L'Arrangement de Wassenaar sur les transferts d'armes classiques et de biens et technologies à double usage;
- Les études entreprises par nombre d'organisations non gouvernementales, qui expriment les vues de la société civile, notamment des victimes de délits perpétrés avec des armes légères et de petit calibre, révèlent la nécessité de réglementer plus rigoureusement le commerce de ces armes et leur possession par les individus;
- Le rapport du Secrétaire général sur les armes légères et de petit calibre, établi par un groupe d'experts gouvernementaux et adopté par l'Assemblée générale en 1997;

L'importance des travaux réalisés et l'expérience accumulée ces dernières années montrent que la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre préoccupent

pent la communauté internationale. Néanmoins, l'examen des accords, rapports, documents et autres informations tirées des études et activités menées dans ce domaine fait apparaître le décalage qui existe entre l'inquiétude profonde de la communauté internationale devant les effets pervers de la circulation et du trafic illicites des armes légères et de petit calibre et les mesures envisagées pour lutter contre ce fléau, qui n'en sont encore qu'au stade de recommandations.

Mis à part le continent américain où l'on a réussi à adopter, en lui donnant un caractère obligatoire, la Convention interaméricaine sur la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et autres matériels apparentés, il est temps que la communauté internationale examine l'ensemble des mesures recommandées pour lutter contre la circulation déstabilisatrice et le trafic des armes légères et de petit calibre pour en faire le point de départ de négociations en vue d'élaborer une convention internationale contraignante. De l'avis du Gouvernement colombien, une convention internationale contraignante dans ce domaine devrait obliger les États à adopter, par voie législative, une réglementation interne applicable aux armes à feu, aux munitions et aux explosifs; ce qui est indispensable pour prévenir l'usage délictuel de ces armes et leur détournement par des voies clandestines et illégales. Elle devrait aussi prévoir les mécanismes de sa mise en oeuvre, notamment ceux qui sont nécessaires pour contrôler tous les maillons de la chaîne du trafic de ces armes, depuis la production jusqu'à la distribution et à la commercialisation.

Comme le trafic illicite des armes est noyé dans une économie souterraine constituée par une série de marchés noirs internationaux opérant avec leurs propres sources d'approvisionnement, leurs systèmes d'information et de communication et leurs réseaux de distribution et de financement, on peut aisément conclure que pour lutter contre ce fléau, il faudra mettre en oeuvre des stratégies et des mécanismes identiques à ceux qui sont utilisés, par exemple, pour lutter contre le trafic des drogues.

Dans le cadre d'une convention contraignante sur la lutte contre le trafic illicite des armes légères et de petit calibre et leur usage délictuel, il faudrait conclure des accords de coopération portant sur différents aspects du problème, dont les suivants :

- Ajustements institutionnels et juridiques;
- Renforcement de la justice;
- Coopération judiciaire;
- Coopération entre autorités compétentes – échange de données d'expérience, d'informations et de preuves;
- Actions légales contre le blanchiment d'argent;
- Mécanismes de lutte contre le crime organisé;
- Contrôle et surveillance des frontières par les voies aérienne, maritime et terrestre;
- Coordination des services de renseignement;
- Contrôle de l'interdiction du trafic et de la distribution;
- Systèmes internationaux de détection;
- Assistance consultative et formation de personnel;
- Dotation en matériel;
- Contrôle des pièces destinées à l'assemblage des armes légères et de petit calibre;
- Renforcement de la coopération internationale.

Sur le plan juridique également, il faudrait que les pays touchés par la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre et les pays d'où proviennent ces armes concluent, à titre bilatéral, des accords de coopération précis permettant de prévenir et de combattre ce fléau.

S'agissant de la recommandation relative à la tenue d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes, qui figure dans le rapport du Secrétaire général sur les armes légères et de petit calibre, le Gouvernement colombien est d'avis que cette conférence doit être organisée dans les plus brefs délais.

À ce sujet, il convient de tenir compte du fait que, pour élaborer ledit rapport et ses recommandations, le Groupe d'experts a examiné les réponses reçues des États Membres sur la question, les conclusions d'autres groupes et organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les observations de nombreux chercheurs et, en particulier, les résultats des trois séminaires régionaux organisés en Afrique, en Asie et en Amérique centrale.

Toutes ces informations, ajoutées à l'expérience accumulée par les États Membres et divers organes de l'Organisation des Nations Unies, montrent qu'il est nécessaire de traiter, en priorité, le problème posé par la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre.

Côte d'Ivoire

[Original : français]

[11 mai 1998]

Le Gouvernement ivoirien a analysé le rapport établi par le Secrétaire général, avec l'aide d'un groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre. Il en approuve les principales recommandations, en particulier celle contenue dans le point 80 k) relatif à la convocation d'une conférence internationale sur toutes les formes de commerce illicite d'armes.

La Côte d'Ivoire, à l'instar de plusieurs autres États de la sous-région ouest-africaine, est touchée par les conséquences liées à la circulation illicite des armes de petit calibre.

Face à ce fléau, le Gouvernement ivoirien a adopté depuis peu un certain nombre de mesures sur les plans administratif et juridique, au niveau national, qui sont en conformité avec les recommandations édictées dans le rapport du Secrétaire général.

Au niveau régional, les structures ivoiriennes en matière de sécurité collaborent étroitement avec les autorités des pays voisins en vue d'enrayer la prolifération des petites armes dans la sous-région.

États-Unis d'Amérique

[Original : anglais]

[21 mai 1998]

Le Gouvernement américain appuie énergiquement les vues que le Secrétaire général a exprimées dans son «Supplément à l'Agenda pour la paix» et selon lesquelles si des progrès considérables ont été accomplis dans la maîtrise des armes de destruction massive, en revanche, il reste beaucoup à faire pour juguler le trafic d'armes de petit calibre, celles-là même dont sont victimes des centaines de milliers de personnes et qui causent le plus grand nombre de morts dans les conflits internes actuels.

Le Président Clinton a souligné que personne n'est à l'abri des groupes, de plus en plus souvent liés les uns aux autres, qui font commerce de la terreur, du crime organisé et du trafic de drogues et qu'il n'est pas de domaine où la coopération est plus essentielle que ceux-là. Il est de notoriété publique que les armes légères et de petit calibre sont les outils de prédilection de ces groupes. Ces armes abondent et sont très difficiles à contrôler, voire impossibles à intercepter. Bien qu'il n'y ait pas de remède immédiat au problème qu'elles posent, les États-Unis, en collaboration avec d'autres partenaires internationaux, s'efforcent avec vigueur de trouver des solutions à tous les niveaux. Grâce à ces efforts, les progrès sont constants.

Sur le plan international, au cours de l'allocution qu'il a prononcée le 22 octobre 1995 devant l'Assemblée générale, le Président Clinton a déclaré que les États-Unis étaient prêts à coopérer avec d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies afin d'endiguer le flux des stupéfiants et faire obstacle à la prolifération du crime organisé et des armes de petit calibre. À la suite de cette déclaration, les États-Unis ont exhorté tous les États Membres de l'ONU à intensifier la coopération à la recherche de normes mondiales qui éviteront aux États de devenir les complices involontaires des trafiquants d'armes; qui aideront à renforcer et à consolider les lois nationales interdisant les transactions illégales d'armes qui dépassent les frontières nationales; qui faciliteront l'identification et l'arrestation des criminels internationaux et l'application à leur encontre des peines les plus sévères prévues par la loi; et qui permettront de vérifier l'authenticité des demandes d'exportation d'armes avant et après la délivrance des licences d'exportation. Dans cette optique, les États-Unis approuvent les recommandations formulées en 1997 par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre, enjoignent de les appliquer et appuient la poursuite des travaux de l'ONU sur la question, notamment la tenue d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes. Les États-Unis se félicitent aussi des efforts déployés par l'Union européenne pour élaborer un code de conduite dont les principes semblent s'aligner sur ceux de la politique américaine dans le domaine du transfert d'armes et ils envisagent de souscrire à ce code une fois qu'il sera terminé.

Sur le plan régional, les États-Unis ont adopté une loi destinée à améliorer les moyens de règlement des conflits sur le continent africain, dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine et des organisations sous-régionales. Cette loi oblige plusieurs organismes américains à faire rapport au Congrès sur leur contribution aux efforts consentis. Les États-Unis ont dépêché des représentants au Mali et ont aidé à promouvoir le moratoire sur l'exportation et l'importation d'armes légères et de petit calibre en Afrique occidentale. Par ailleurs, ils mettent au point des plans pour obtenir une contribution financière à l'appui du moratoire une fois qu'il aura été signé.

À la Conférence ministérielle sur le terrorisme international, qui s'est tenue en décembre 1995 à Ottawa, les États-Unis, le Japon, la Fédération de Russie, le Canada et les pays de l'Union européenne ont convenu d'arrêter des stratégies afin d'identifier les trafics d'armes légères et de petit calibre et de les endiguer. Dans le cadre de ces efforts, les États-Unis ont décidé de promouvoir l'échange d'informations de nature à faciliter l'application des lois et de coordonner, pour approfondir la question, une réunion avec les services compétents en la matière. De concert avec le Mexique, les États-Unis ont joué un rôle de premier plan dans la conclusion rapide de la convention de l'Organisation des États américains sur le trafic illicite d'armes. Les Présidents Clinton et Zedillo ont présidé la cérémonie de signature, donnant ainsi toute sa mesure à l'importance que les gouvernements des deux pays attachent à ce traité sans précédent. Les États-Unis jouent également un rôle moteur dans le Groupe des Huit et à la Commission de la prévention du crime de l'ONU afin que la convention de l'Organisation des États américains serve de base à un instrument international de lutte contre le trafic illicite d'armes.

Sur le plan national, les États-Unis ont modifié la loi de 1996 afin de combler une lacune qui laissait aux marchands d'armes américains la possibilité de commercer avec d'autres pays en toute impunité. Ils continuent également de mener des opérations qui aboutissent à l'arrestation de criminels et à la saisie de grandes quantités de marchandises de contrebande, y compris des armes. Ainsi, le programme de contrôle douanier des exportations, «Operation Exodes», qui est en place depuis 1981, a permis d'opérer près de 14 000 saisies de marchandises exportées illégalement, représentant plus d'un milliard de dollars. En 1996, une équipe d'inspecteurs des douanes, «Opération Aveyron», qui a pour mission de rechercher, de découvrir et de saisir les cargaisons de surplus et de rebuts militaires exportées illicitement des États-Unis, a saisi plus de 10 millions de dollars de marchandises.

Les États-Unis continuent d'apporter leur appui au Registre des armes classiques tenu par l'ONU et sont représentés dans les Groupes d'experts de l'ONU chargés du Registre et des armes légères et de petit calibre. Ils ont contribué à constituer le Registre depuis le début et ont systématiquement encouragé les autres États Membres à faire de même. Ils ont également commencé à reconnaître et à promouvoir le rôle complémentaire important que les registres régionaux peuvent jouer. Enfin, ils souscrivent aux Directives relatives aux transferts internationaux d'armes qui ont été définies par la Commission du désarmement de l'ONU et contribuent aux débats qui sont actuellement consacrés aux mesures concrètes de désarmement.

Fédération de Russie

[Original : russe]

[22 juin 1998]

La Fédération de Russie est elle aussi préoccupée par la diffusion des armes légères et de petit calibre, notamment dans les zones de conflit armé. Elle a d'ailleurs participé à l'élaboration du rapport sur les armes légères et de petit calibre, soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en 1997 et elle en suit les recommandations. Elle applique notamment la loi sur les armements, qui régit les transferts internes d'armes, y compris d'armes légères et de petit calibre et en régleme la production, la vente, l'entreposage, etc.

Ces dernières années, la Fédération de Russie a renforcé son action contre la diffusion illégale d'armes légères et de petit calibre. L'exportation de telles armes est soumise à un contrôle rigoureux de l'État.

La Fédération de Russie n'a pas d'objection à ce que la question des armes légères et de petit calibre reste à l'étude et notamment qu'une conférence internationale soit convoquée à cette fin. Elle refuse cependant que l'on préjuge des résultats d'une telle conférence.

La Fédération de Russie considère que, dans les circonstances actuelles, la lutte contre la diffusion incontrôlée d'armes légères et de petit calibre dans le monde passe par une action commune visant à limiter les transferts illicites de telles armes. Il est nécessaire de resserrer le contrôle de l'État sur la production, l'entreposage et le transfert de telles armes, principalement dans les pays en développement, et d'instituer une coopération étroite entre les services policiers, douaniers, commerciaux (délivrance de licences) et autres des différents États.

La Fédération de Russie soutient en principe l'octroi d'une aide à certains pays dans la lutte contre les transferts illicites d'armes légères et de petit calibre et serait prête à fournir une assistance technique spécialisée dans ce domaine. Conformément aux recommandations

du rapport du Groupe d'experts sur les armes légères et de petit calibre, le Gouvernement continue à examiner la question de la destruction des surplus et des stocks de telles armes, qu'il considère comme une bonne solution.

La Fédération de Russie pense également qu'il est indispensable de désarmer les anciens combattants dans les zones de conflit et de rassembler et détruire les armes qu'ils détiennent, ce qui est une condition importante de la normalisation de la situation. La Fédération de Russie estime qu'à ce stade toute mesure radicale imposant un contrôle international des armes légères et de petit calibre ou en limitant les transferts légaux serait contre-productive et prématurée. Elle n'est pas opposée cependant à ce que les États de telle ou telle région adoptent un moratoire sur les importations de telles armes, à condition que ce soit sur une base volontaire et sans discrimination.

Il est souvent extrêmement difficile d'établir la provenance et les circuits de diffusion des armes légères et de petit calibre. C'est pourquoi, la Fédération de Russie considère qu'il serait contre-reproductif à ce stade que ces armes soient inscrites au registre de l'ONU ou qu'un registre spécial soit ouvert.

Israël

[Original : anglais]

[14 mai 1998]

Israël est sérieusement préoccupé par le transfert et la prolifération illicites des armes légères et de petit calibre ainsi que des munitions et des explosifs. Ce problème non seulement menace la sécurité internationale et celle des États mais aussi alourdit les pertes en vies humaines enregistrées parmi les civils et exacerbe les conflits internes.

La possibilité quasi généralisée à l'échelle internationale de se procurer illicitement des armes légères et de petit calibre a rendu encore plus meurtrières les actions menées dans le monde par les groupes terroristes et criminels.

Le Gouvernement israélien suit de très près les exportations et les importations israéliennes d'armes, qui sont toutes soumises à une réglementation précise et à une surveillance très poussée.

En matière de transferts d'armes, Israël a pour politique d'interdire les exportations d'armes destinées notamment à des régions ou à des États tombant sous le coup d'embargos sur les ventes d'armes décrétés par le Conseil de sécurité de l'ONU, à des entités non étatiques, à des groupes subversifs et clandestins ou à des régions en proie à des conflits armés internes opposant des factions rivales.

Israël est prêt à rechercher, de concert avec d'autres États, des moyens de mieux lutter contre le trafic et le transit illicites d'armes légères et de petit calibre. À cet égard, il pourrait être utile de s'attacher à améliorer les normes internationales et régionales et le mécanisme de contrôle des exportations.

Israël est favorable à la tenue d'une conférence internationale sur ces questions et serait heureux d'y participer et d'y apporter une contribution.

Jordanie

[Original : arabe]

[30 juin 1998]

Observations relatives au rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre dont il est fait état dans la résolution 52/38 c) de l'Assemblée générale

1. Ce rapport d'une grande importance traite des problèmes politiques, sociaux et de sécurité que l'utilisation injustifiée et irréfléchie des armes légères et de petit calibre pose aux gouvernements et aux sociétés.
2. Nous constatons qu'alors qu'il existe des règles internationales pertinentes, dans le domaine de la maîtrise des armes non conventionnelles et des armes conventionnelles de grand et de moyen calibre, il n'en est pas de même pour les armes légères et de petit calibre. C'est pourquoi il faut absolument que la communauté internationale s'emploie à remédier à cette lacune si l'on veut alléger les souffrances que ces armes infligent à la population.
3. Bien que la prolifération des armes légères et de petit calibre dans le monde soit imputable à des causes et à des circonstances très diverses, nous pensons qu'elle tient essentiellement à la présence de centres de production et à la facilité avec laquelle les États et certains groupes et organisations armés peuvent se procurer des armes. Aussi est-il indispensable, si l'on veut remédier aux conséquences néfastes de cette prolifération, de réglementer, par la voie d'une législation internationale, la production, la distribution et le transfert des armes destinées aux entités susmentionnées.
4. Si d'une manière générale, l'utilisation des armes légères et de petit calibre est strictement réglementée lorsqu'elle est le fait d'armées régulières, elle échappe pour ainsi dire à tout contrôle lorsqu'on a affaire à des organisations d'opposants armés et à des groupes paramilitaires. Pour pouvoir atténuer les effets du problème, il faut donc exercer un contrôle international sur l'approvisionnement en armes légères et de petit calibre des entités susmentionnées.
5. Il faudrait définir un cadre international qui permette d'exercer un contrôle sur le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre, d'empêcher que ces armes ne soient écoulées sur le marché noir, et de lutter résolument contre leur prolifération.
6. Là où les armes légères et de petit calibre sont les plus dangereuses, c'est lorsqu'elles sont utilisées à des fins et par des groupes terroristes. Aussi faudrait-il, en matière de contrôle, donner la priorité aux armes suivantes :
 - a) Armes antiaériennes portatives qui, entre les mains de groupes terroristes, peuvent menacer la liberté de circulation et la sécurité des avions civils;
 - b) Armes antichar légères et de petit calibre qui, utilisées par des groupes terroristes, peuvent porter atteinte à la liberté et à la sécurité du transport terrestre en entraînant la fermeture d'axes routiers importants sur les plans national et stratégique.
7. Pour empêcher leur prolifération parmi les groupes et les organisations terroristes, on pourrait apposer sur les armes légères et de petit calibre, là où elles sont fabriquées, des marques d'identification contenant des mises en garde, avec explications, sur les dangers de leur utilisation. Ce procédé permettrait de mieux les suivre.
8. On pourrait également exercer un contrôle sur les approvisionnements en munitions. En effet, sans ces dernières, les armes ne présentent plus qu'un intérêt limité.
9. Les législations internationales relatives à la lutte contre le trafic illicite d'armes devraient accorder une attention particulière aux armes semi-automatiques qui, utilisées dans des zones fortement peuplées, peuvent être extrêmement dangereuses pour la société et pour la population.

10. Les techniques militaires de pointe peuvent, si elles sont utilisées à des fins terroristes, représenter un danger supplémentaire. Aussi est-il capital d'adopter une législation internationale en la matière.
11. L'expression «quantité nécessaire à assurer leur légitime défense» contenue à l'alinéa a) du paragraphe 37 de la partie IV du rapport nous paraît vague et ne contient aucune indication d'ordre politique ou militaire. Aussi serait-il bon de la préciser davantage.
12. Ce sont dans la plupart des cas les réseaux de contrebande internationale qui se livrent au trafic d'armes légères et de petit calibre. Les législations internationales pertinentes devraient donc en tenir dûment compte pour que les États touchés puissent combattre ces réseaux efficacement et par des moyens rationnels dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre la prolifération illicite des armes visées.
13. À notre avis, un des aspects essentiels du trafic est la distribution par certains gouvernements d'armes individuelles à la population (pour des motifs d'ordre politique ou ethnique, voire pour des raisons de sécurité). Ce système peut être très dangereux pour les sociétés dans lesquelles il est pratiqué. Il serait donc bon que la communauté internationale prenne des mesures décisives pour en décourager l'adoption et en atténuer les effets.
14. À la section E de sa partie IV, le rapport traite de certaines réalités propres à l'Afrique, l'Amérique centrale, l'Asie du Sud et l'Europe, mais le Moyen-Orient n'y est pas mentionné alors que cette région fait face aux mêmes problèmes que les autres. Nous pensons qu'il faudrait créer une commission d'experts chargés de mener une étude approfondie de la région.
15. Il faudrait rechercher des mécanismes d'action régionaux qui, au niveau de chaque région, permettraient de lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (par exemple des centres régionaux chargés de lutter contre ce phénomène et ses conséquences).
16. Nous sommes favorables à la tenue d'une conférence internationale sur toutes les formes de commerce illicite d'armes, qui permettrait d'examiner le problème et ses causes, et d'élaborer une législation internationale visant à y remédier.

Nouvelle-Zélande

[Original : anglais]

[21 mai 1998]

Le Gouvernement néo-zélandais est préoccupé par les pertes en vies humaines causées par les armes légères et de petit calibre, notamment dans les zones de tension. La Nouvelle-Zélande ne fabrique pas d'armes de cette nature et exerce sur ses exportations nationales un contrôle rigoureux, qui comprend l'inspection au cas par cas des exportations d'armes légères et de petit calibre. Ces exportations nécessitent toutes l'obtention d'un permis qui est délivré par le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce. Le Gouvernement néo-zélandais a pour politique de ne pas approuver l'exportation d'armes légères et de petit calibre vers les zones en proie à des tensions régionales. La Nouvelle-Zélande se félicite des initiatives constructives que l'Organisation des Nations Unies a prises en vue de remédier au problème du trafic illicite d'armes et serait favorable à la tenue d'une conférence internationale sur la question.

Pologne

[Original : anglais]

[20 mai 1998]

La Mission permanente de la République de Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et se référant à la résolution 52/38 J de l'Assemblée générale intitulée «Armes légères et de petit calibre» ainsi qu'à la note du Secrétariat DA/3-98/SA datée du 15 avril 1998, a l'honneur de lui faire savoir que la République de Pologne n'a aucune réserve à exprimer quant à la convocation d'une conférence internationale sur tous les aspects du trafic illicite d'armes.

République de Corée

[Original : anglais]

[22 mai 1998]

La République de Corée :

- Est favorable à ce que la question de la convocation d'une conférence internationale sur tous les aspects du trafic illicite d'armes soit examinée par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session;
- Préconise le renforcement de la réglementation des armes légères et de petit calibre par voie de modification de la loi interne de juillet 1997 sur la déclaration officielle d'exportation et d'importation de biens stratégiques qui :
 - i) Exige l'obtention d'une autorisation gouvernementale pour l'exportation et l'importation d'armes légères et de petit calibre;
 - ii) Interdit l'exportation d'armes légères et de petit calibre vers les zones de conflit, et celles où un conflit est à l'état latent;
- Participe à d'autres efforts internationaux visant à accroître la transparence des transferts d'armes grâce notamment au rapport sur le transfert de toutes les armes réglementées qui est présenté (chaque année) à l'Organisation des Nations Unies (chaque semestre) au titre de l'Arrangement de Waasenaar sur la réglementation des exportations d'armes classiques et de matières et technologies à double usage.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, membres de l'Union européenne)

[Original : anglais]

[29 mai 1998]

Les pays membres de l'Union européenne qui ont tous voté pour la résolution 52/38 J de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les armes de petit calibre apportent ici leur réponse au paragraphe 4 de cette résolution dans lequel l'Assemblée prie le Secrétaire général de demander aux États Membres de présenter leurs observations sur le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre, sur les mesures qu'ils auront prises pour en appliquer les recommandations et sur la recommandation relative à la convocation d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes.

Dans le domaine des armes légères et de petit calibre, l'Union européenne s'emploie actuellement à harmoniser ses politiques pour les rendre plus efficaces. Une fois cette harmonisation achevée, les États Membres seront mieux à même de contribuer aux travaux

de l'Assemblée générale. Pour l'heure, l'Union européenne fera part ci-après de ses considérations au Secrétaire général.

Observations sur le rapport du Groupe d'experts de l'ONU

L'Union européenne est convaincue que les conflits internes associés à la prolifération des armes de petit calibre posent un sérieux défi à la communauté internationale. Principaux instruments de la violence dans les conflits internes dont l'ONU est amenée à s'occuper, ces armes sont responsables de la majorité des décès et des lésions dans de nombreux conflits armés.

Quels que soient les critères qui peuvent être adoptés pour définir les armes légères et de petit calibre actuellement utilisées dans les conflits armés, l'Union européenne souligne qu'il reste primordial de continuer à s'efforcer de trouver des solutions aux problèmes liés à la prolifération excessive et déstabilisatrice de ces catégories d'armes. À cet égard, l'Union européenne partage entièrement l'avis du Groupe d'experts quant aux trois raisons principales de l'accumulation de ces armes : les États, fournisseurs ou destinataires, se refusent à limiter la production, la livraison et l'acquisition de ces armes à la quantité nécessaire à assurer leur légitime défense, nationale et collective, et leur sécurité intérieure; les États, fournisseurs ou destinataires, ne sont pas en mesure d'exercer un contrôle effectif permettant de prévenir l'acquisition, la livraison, le transit ou la circulation de ces armes; et ces armes sont utilisées dans des conflits armés ou dans le cadre d'activités criminelles, tel que le trafic d'armes ou de drogues, ou d'autres activités contraires aux normes du droit interne ou du droit international.

L'Union européenne adhère à l'opinion du Groupe selon laquelle, en soi, l'accumulation d'armes légères ou de petit calibre n'est pas cause de conflit; ces armes contribuent toutefois à exacerber les conflits existants, à décupler leur pouvoir meurtrier et leur durée, à encourager l'imposition d'une solution par la force plutôt qu'un règlement pacifique, et à créer un cercle vicieux où un sentiment d'insécurité croissant conduit à une plus forte demande et une utilisation accrue de ces armes.

Il est nécessaire de prendre en compte plusieurs facteurs afin d'analyser de manière objective le caractère potentiellement déstabilisateur du transfert ou de l'accumulation des armes légères ou de petit calibre. Ces facteurs sont les suivants : la motivation de l'État destinataire (y-a-t-il des raisons déterminées de penser que le destinataire risque d'agresser un autre pays ou d'utiliser les armes à des fins de répression interne?); les perceptions régionales (c'est-à-dire la nécessité de ne pas compromettre gravement la stabilité régionale et de ne pas introduire de nouveaux moyens susceptibles d'exacerber les tensions); et le risque de détournement des armes vers des utilisateurs malintentionnés.

L'Union européenne note avec satisfaction les recommandations du Groupe d'experts qui ont trait, d'une part, aux mesures visant à réduire l'accumulation et le transfert excessifs et déstabilisateurs d'armes de petit calibre et d'armes légères dans les régions du monde où l'on a déjà constaté de telles accumulations et de tels transferts et, d'autre part, aux mesures visant à empêcher qu'ils se produisent à l'avenir.

L'Union européenne accueille favorablement et appuie sans réserve la proposition faite par le Groupe d'experts d'une approche intégrée qui tient également compte de la sécurité et du développement, en cherchant les moyens d'apporter l'assistance voulue aux forces de sécurité nationales. Étant donné le lien qui existe entre le développement social et l'amélioration de la sécurité, cette approche s'avère essentielle pour lutter contre la prolifération des armes légères. À cet égard, il est indispensable de veiller à la réinsertion dans la vie civile des soldats démobilisés.

L'Union européenne se félicite de la reconduction des travaux du Groupe d'experts sur les armes légères et de petit calibre et prend acte avec satisfaction des travaux entrepris par le Groupe d'experts sur les munitions et les explosifs. Il s'agit en effet d'un problème important qui doit faire l'objet d'un examen approfondi.

Mesures adoptées par l'Union européenne en application des recommandations du Groupe d'experts

L'Union européenne estime, comme le Groupe d'experts, que le trafic illicite des armes classiques contribue substantiellement à déstabiliser les sociétés et les gouvernements, à encourager la délinquance et à favoriser le terrorisme, le trafic des drogues, les activités mercenaires et les violations des droits de l'homme. Au cours de l'année passée, l'Union européenne s'est employée, par une double démarche, à régler les problèmes liés aux transferts aussi bien licites qu'illicites d'armes classiques.

En juin 1997, elle a adopté un programme de prévention du trafic illicite des armes classiques et de lutte contre ce trafic. Ce programme fait une place toute particulière aux armes légères et de petit calibre. Il comprend une large palette de mesures à caractère facultatif visant à favoriser à la fois la coopération entre les États Membres et l'assistance de l'Union aux pays tiers victimes du trafic illicite d'armes classiques. L'Union européenne est convaincue qu'une approche régionale et progressive peut servir de jalon vers l'élaboration d'un accord international et a décidé de faire porter ses efforts au départ sur l'Afrique australe. Un séminaire qui s'est tenu récemment à Johannesburg a permis d'arrêter un plan d'action qui fournit les lignes directrices d'une éventuelle coopération entre l'Union européenne et la Communauté de développement de l'Afrique australe afin de lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre dans la région.

L'adoption le 8 juin 1998 par l'Union européenne d'un code de conduite sur les exportations d'armes a constitué un apport majeur en ce qui concerne les transferts licites d'armes classiques, y compris les armes légères et de petit calibre.

Ce code définit les huit critères communs appliqués par l'Union européenne aux exportations d'armes et comprend des dispositions totalement nouvelles, notamment un mécanisme de consultation en vertu duquel un État Membre ne peut pas délivrer une licence d'exportation dont la demande a déjà été rejetée par un autre pays de l'Union européenne, par exemple en cas de violation des droits de l'homme, sans au préalable en référer à celui-ci. Il prévoit également un mécanisme de surveillance reposant sur l'établissement par chaque pays membre d'un rapport annuel sur ses exportations d'armes et une réunion d'évaluation. Conformément au code, les États membres de l'Union s'engagent à faire tout ce qui en leur pouvoir pour encourager les autres pays exportateurs d'armes à souscrire aux principes posés par cet instrument.

Observations relatives à la tenue d'une conférence

Il apparaît clairement que les nations dans leur ensemble doivent se réunir pour présenter un front commun face à ce problème sans précédent. L'Union européenne se déclare en principe favorable à la recommandation faite par le Groupe d'experts de tenir une conférence internationale sur toutes les formes de commerce illicite d'armes, pour approfondir les questions qui ont été mises en lumière dans le rapport. Elle encourage le Groupe d'experts, en tenant compte des vues exprimées par les États Membres dans leurs réponses, à arrêter une recommandation sur les objectifs, la portée et la date de cette conférence afin que l'Assemblée générale puisse l'examiner à sa cinquante-quatrième session.

Saint-Marin

[Original : anglais]
[8 mai 1998]

La Mission permanente de la République de Saint-Marin auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur d'informer le Département des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies que le Gouvernement saint-marinais souscrit en principe à la proposition d'organiser une conférence internationale sur toutes les formes de commerce illicite d'armes, mais qu'avant de confirmer son appui il se réserve le droit d'examiner en détail les dispositions précises qui seront prises afin d'organiser ladite Conférence.

Singapour

[Original : anglais]
[26 mai 1998]

1. Le Gouvernement de Singapour a pris note du Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre daté du 27 août 1997 (A/52/298) et estime que le transfert illicite de ce type d'armes constitue un réel danger pour la sécurité régionale et internationale. Singapour est consciente de la nécessité de maîtriser le commerce illicite des armes en général, et celui des armes légères et de petit calibre en particulier. C'est pourquoi elle a approuvé les résolutions 50/70 B et 52/38 J de l'Assemblée générale dont l'objectif est de juguler la prolifération des armes légères et de petit calibre dans le commerce international illicite des armes. C'est également pour cette raison qu'elle participe aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre.
2. De l'avis de Singapour, s'il importe d'enrayer le transfert illicite des armes légères et de petit calibre, il faut néanmoins faire une distinction claire entre, d'une part, le commerce illicite de ces armes et, d'autre part, leur fabrication, leur accumulation et leur transfert aux fins parfaitement légitimes de la défense nationale. Aucune mesure prise pour mettre un frein au transfert illicite des armes légères et de petit calibre ne doit empêcher les États Membres d'exercer le droit de légitime défense qui leur est reconnu à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.
3. Le Gouvernement de Singapour impose des mesures strictes sur son territoire afin de restreindre la possession et le commerce illicites des armes légères et de petit calibre. Ainsi, il contrôle étroitement l'importation, l'exportation et le commerce de ces armes. Toutes les transactions sont subordonnées à l'obtention d'un permis spécial et à l'autorisation des autorités singapouriennes compétentes. Des lois très strictes sont également en vigueur pour lutter contre la possession et l'utilisation illicites de telles armes.

Turquie

[Original : anglais]
[30 juin 1998]

Consciente de la grave menace que le commerce illicite des armes légères et de petit calibre fait peser sur la paix et la sécurité internationales, la Turquie s'associe pleinement aux efforts que les instances internationales déploient dans ce domaine. C'est ainsi que la Turquie a soumis à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe un projet de résolution tendant à créer dans cette organisation un registre des armes classiques où figureraient certaines catégories d'armes légères et de petit calibre. En raison des objections

soulevées par les principaux pays exportateurs de ces armes, il n'a pas été possible de dégager un consensus. Un compromis (décision 13/97) a toutefois été atteint, qui fait obligation de communiquer à l'OSCE les informations qui apparaissent dans le Registre des armes classiques tenu par l'Organisation des Nations Unies.

Dans cette optique, la Turquie, qui a voté pour la résolution 52/38 J de l'Assemblée générale, appuie sans réserve la tenue d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes, comme envisagé au paragraphe 4 de ladite résolution. La Turquie est convaincue qu'une telle conférence permettra d'analyser en détail tous les aspects du commerce illicite des armes.

La Mission permanente de la Turquie tient à indiquer que le rapport du Secrétaire général sur les armes légères et de petit calibre (A/52/298) représente une contribution générale importante à l'examen de la question. Au demeurant, bien que le rapport fasse état du lien, particulièrement évident dans les conflits régionaux, qui existe entre le trafic de drogues et le commerce illicite des armes de petit calibre, la Mission estime que cette question mérite d'être traitée de manière plus détaillée en raison de son importance. En outre, la Mission est d'avis que, dans la partie du rapport consacrée aux recommandations, il serait utile d'indiquer que les armes légères et de petit calibre devraient être répertoriées dans le Registre des armes classiques tenu par l'ONU.
